

La judiciarisation d'une attaque cyber

Comment travailler avec un service de police en cas de cyber attaque ?

Sylvie SANCHIS


Commissaire de Police, Chef de la BEFTI

RETEX côté Police


L'absence d'anticipation

- Réduction du périmètre d'action ou dépassement du domaine de compétence des intervenants
- Blocage des relations clients-prestataires



Les bonnes pratiques...

-  Anticiper la crise
 - Définir les missions
 - Prévoir les absences
 - Connaître les contrats
 - Identifier des prestataires ponctuels

...conditionnent la plainte utile

-  Préserver les traces
Idéalement en numérique, sinon captures d'écran
- Des serveurs et des sites internet compromis
 - Des fichiers chiffrés
 - Des journaux d'activité (logs)
 - Des éléments de communication avec les auteurs
 - Des paiements éventuellement effectués

La problématique des logs


-  Vérifier les paramètres des enregistrements
 - Nature et étendues des données enregistrées
 - Durée d'enregistrement et de conservation
-  S'assurer de la disponibilité directe et rapide des journaux pour la victime (dispositions contractuelles)

Intérêt de la plainte






Pour la victime

- Comprendre les raisons et/ou le contexte de l'attaque
- Identifier les modes opératoires
- Identifier les auteurs
- Récupérer les données métiers et limiter leur diffusion
- Anticiper une nouvelle attaque




Intérêt de la plainte

-  Pour les pouvoirs publics
- Identifier et évaluer les menaces cybercriminelles
 - Lutter contre le chiffre noir
 - Attribuer des moyens adéquats



Modalité de la plainte

-  Quand ?
-  Où ? Commissariat ou service de Police Judiciaire
-  Par qui ? Dirigeant ou mandataire
-  Avec qui ? Technicien
-  Avec quoi ?
 - Délégation de pouvoir, extrait Kbis
 - Premiers éléments
 - Évaluation du préjudice et des dommages

Orientation de la plainte

-  Choix du service enquêteur par le Procureur de la République ou le juge d'instruction
-  Si saisine BEFTI, contact régulier avec la victime
-  Garantie de discrétion

Les investigations

-  Contacts ANSSI, Inter-CERT, universitaires, chercheurs...
-  Coopération en Europe et à l'étranger